



RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT

Loi sur la protection des renseignements personnels

Pour la période du
1er avril 2021 au 31 mars 2022

REVERA INC .

Head Office:

5015 Spectrum Way, Suite 600

Mississauga, Ontario

L4W 0E4

☎ 289-360-1200

📠 289-360-1201

T A B L E D E S M A T I È R E S

| | |
|---|----------|
| AVANT-PROPOS | 1 |
| EXIGENCES EN MATIÈRE DE DÉCLARATION OBLIGATOIRE | 2 |
| 1. INTRODUCTION | 2 |
| 1.1 RÉSUMÉ | 2 |
| 1.2 MANDAT | 2 |
| 2. STRUCTURE DE L' INSTITUTION LUI PERMETTANT DE S'ACQUITTER DE SES RESPONSABILITÉS | 2 |
| 3. ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DES POUVOIRS | 3 |
| 4. INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE | 4 |
| 5. PROGRAMMES D' ÉDUCATION ET DE FORMATION LIÉS À L'ACCÈS À L'INFORMATION ENTREPRIS PAR LE PERSONNEL D'AI ET OFFERTS AUX EMPLOYÉS DE L' INSTITUTION | 4 |
| 6. APERÇU DES POLITIQUES ET PROCÉDURES INSTITUTIONNELLES NOUVELLES ET / OU RÉVISÉES RELATIVES À LA LOI SUR L' ACCÈS À L' INFORMATION MISES EN ŒUVRE ... | 4 |
| 7. <u>PLAINTES ET/ OU ENQUÊTES</u> | 5 |
| 8. SURVEILLANCE | 5 |
| 9. ATTEINTES SUBSTANTIELLES À LA VIE PRIVÉE | 5 |
| 10. ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE | 5 |
| 11. DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS | 5 |

RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(1ER AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022)

AVANT-PROPOS

Ce rapport annuel au Parlement a été préparé conformément à l'article 72 de la Loi sur la protection des renseignements personnels (la « Loi »). L'objet du présent rapport est de décrire comment Revera Inc. (« Revera ») a administré les responsabilités qui lui incombent en vertu de la loi au cours de la période visée par le présent rapport, soit du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 (la « période d'établissement de rapports »).

Les rapports annuels sont déposés au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE DÉCLARATION OBLIGATOIRE

1. INTRODUCTION

1.1 RÉSUMÉ

La Loi a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

1.2 MANDAT

Revera est un important propriétaire, exploitant, investisseur et développeur dans le domaine des résidences pour personnes âgées. Grâce à son portefeuille de partenariats, Revera possède ou exploite plus de 500 propriétés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, assistant plus de 55 000 aînés. Revera offre des logements pour aînés, des établissements pour vie autonome et des établissements avec services de soutien, d'aide à la mémoire, et de soins de longue durée. Avec environ 50 000 employés consacrés à fournir un service et des soins exceptionnels, Revera offre aux aînés des choix qui apportent davantage de joie à leur vie. À travers son programme « Age is More », Revera est engagée à combattre la discrimination fondée sur l'âge, sa cause sociale de prédilection.

2. STRUCTURE DE L' INSTITUTION LUI PERMETTANT DE S'ACQUITTER DE SES RESPONSABILITÉS

Revera est une filiale à part entière de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (« Investissements PSP »). Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de Revera se compose d'un coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui assume également les fonctions d'agent à la protection des renseignements personnels de Revera et d'un agent adjoint à la protection des renseignements personnels pour les opérations canadiennes. Il n'y a pas de personnel régional lié aux responsabilités d'AIPRP. Il n'existe aucun contrat de service en vertu de l'article 73.1 de la Loi auquel Revera était partie au cours de la période d'établissement de rapports.

3. ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DES POUVOIRS

Revera Inc., une filiale à part entière de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, et ses filiales à part entière

Arrêté de délégation des pouvoirs (Article 73, *Loi sur la protection des renseignements personnels*,

L.R.C. (1985), c. P-21, tel que modifié et article 95(1) *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), c. A-1, tel que modifié)

1. Le présent arrêté peut être cité sous le titre « Arrêté de délégation des pouvoirs du responsable d'institution de Revera Inc. et des filiales à part entière de Revera Inc. en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information* ».
2. Conformément à l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et à l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le soussigné, à titre de personne responsable de Revera Inc. et ses filiales à part entière en existence à la date du présent arrêté ainsi que celles qui seront constituées (les « Institutions Fédérales ») délègue par les présentes à la personne occupant le poste mentionné à l'annexe de l'article 4 ci-dessous, ou à la personne occupant le poste à titre intérimaire, les pouvoirs, devoirs et fonctions prévus aux dispositions des lois ou des règlements mentionnés en regard de chaque poste à l'annexe de l'article 4 ci-dessous. Le présent arrêté de délégation des pouvoirs remplace et annule tout arrêté antérieur des Institutions Fédérales.
3. Pour les fins du présent arrêté, « filiales à part entière » signifie toutes les sociétés par actions qui sont des filiales canadiennes à part entière de Revera Inc., sauf les filiales ayant leur propre personne responsable.

4. Annexe

| Poste | <i>Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i> | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement</i> |
|--|---|---|
| Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de l'institution fédérale | Autorité absolue | Autorité absolue |

Le présent arrêté de délégation des pouvoirs a été fait à Mississauga, le 21 Juin, 2019.

Thomas G. Wellner
Président

4. INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE

Aucune demande en vertu de la Loi n'a été reçue au cours de la période visée par ce rapport. Ceci est cohérent avec ce qui a été rapporté pour la période précédente. En raison du nombre limité de demandes de renseignements personnels, aucune tendance pluriannuelle ne peut être identifiée.

Aucune demande n'est demeurée en suspens depuis les périodes d'établissement de rapport précédentes.

Aucune plainte active n'est demeurée en suspens depuis les périodes d'établissement de rapport précédentes.

Aucune demande de consultation n'a été reçue au cours de l'année de référence.

La COVID-19 n'a pas eu d'incidence sur la capacité de Revera à s'acquitter de ses responsabilités en vertu de la Loi.

Le rapport statistique et le rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur la protection des renseignements personnels de 2021-2022 complété sont joints.

5. PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION LIÉS À L'ACCÈS À L'INFORMATION ENTREPRIS PAR LE PERSONNEL D'AI ET OFFERTS AUX EMPLOYÉS DE L' INSTITUTION

Au cours de la période visée par ce rapport, 328 individus du bureau de soutien administratif de Revera ont complété le module de formation en ligne de Revera sur la protection des renseignements personnels. Cette formation a également été complétée par 3,267 employés des résidences pour personnes âgées gérés par Revera.

L'augmentation significative de la conformité des employés avec le module de formation depuis la dernière période de rapport était due à une relance du module de formation sur l'intranet de Revera qui rencontrait auparavant une erreur avec les fonctionnalités de campagne et de notification.

6. APERÇU DES POLITIQUES ET PROCÉDURES INSTITUTIONNELLES NOUVELLES ET / OU RÉVISÉES RELATIVES À LA LOI SUR L' ACCÈS À L' INFORMATION MISES EN ŒUVRE

Au cours de la période d'établissement de rapports, Revera n'a mis en œuvre aucune politique, directive, procédure ou initiative nouvelle ou révisée sur la protection des renseignements personnels.

Investissements PSP a adopté une procédure interne afin de traiter les demandes liées renseignements personnels lorsqu'elle est devenue assujettie à la Loi. Cette procédure a été révisée le 15 janvier 2013 dans le cadre d'un processus de révision. Cette même procédure est applicable pour le traitement toute demande d'accès à l'information reçue par Revera.même procédure est applicable pour le traitement toute demande d'accès à l'information reçue par Revera.

7. PLAINTES ET/ OU ENQUÊTES

Revera n'a reçu aucune plainte et aucun audit ou enquête n'ont été effectués en vertu de la Loi durant la période visée par ce rapport.

8. SURVEILLANCE

Dans le cours normal de ses affaires, Revera ne reçoit que très rarement des demandes d'accès aux renseignements personnels ou des demandes de correction de renseignements personnels sous la Loi. Pour cette raison, il n'y a pas de procédures formelles en place pour surveiller le temps de réponse et le niveau des personnes avisées. Généralement, lorsqu'une demande est reçue, l'agent de protection des renseignements personnels ou l'agent adjoint de protection des renseignements personnels assurent manuellement le suivi du temps requis pour traiter ces demandes. Le temps de traitement des demandes est ensuite comptabilisé dans des tableaux de suivi tenus par le Bureau de l'AIPRP.

9. ATTEINTES SUBSTANTIELLES À LA VIE PRIVÉE

Aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a été rapportée au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada et au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Division des politiques de l'information et de la protection des renseignements personnels) pendant la période de référence.

10. ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été complétée pendant la période de référence.

11. DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Au cours de la période visée par le présent rapport, Revera n'a effectué aucune communication de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la Loi.

**Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels***Nom de l'institution: Revera Inc.Période d'établissement de rapport : 4/1/2021 au 3/31/2022**Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*****1.1 Nombre de demandes reçues**

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 0 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 0 | |

1.2 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 0 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 0 |

3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|-------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1)a(i) | 0 | 23a) | 0 |
| 19(1)a) | 0 | 22(1)a(ii) | 0 | 23b) | 0 |
| 19(1)b) | 0 | 22(1)a(iii) | 0 | 24a) | 0 |
| 19(1)c) | 0 | 22(1)b) | 0 | 24b) | 0 |
| 19(1)d) | 0 | 22(1)c) | 0 | 25 | 0 |
| 19(1)e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 0 |
| 19(1)f) | 0 | 22.1 | 0 | 27 | 0 |
| 20 | 0 | 22.2 | 0 | 27.1 | 0 |
| 21 | 0 | 22.3 | 0 | 28 | 0 |
| | | 22.4 | 0 | | |

3.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|
| 69(1)a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1)d) | 0 |
| 69(1)b) | 0 | 70(1)a) | 0 | 70(1)e) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1)b) | 0 | 70(1)f) | 0 |
| | | 70(1)c) | 0 | 70.1 | 0 |

3.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|--------------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|--------|-------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

| | |
|--|---|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi | 0 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%) | 0 |

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi | Motif principal | | | |
|---|--|----------------------|----------------------|--------|
| | Entrave au fonctionnement /Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

| Nombre de jours au-delà des délais prévus par la Loi | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prolongation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prolongation a été prise | Total |
|--|--|---|-------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

3.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
|---------------|---------------|-----------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
|---|--------|
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| Total | 0 |

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

| Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|--|---|-----------------------|--------------------------|---|--|---------|---------|---|
| | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Document confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

6.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|------------------------|---|-----------------------|--------------------------|---|--|---------|---------|---|
| | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Document confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 31 jours | | | | | | | | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)**10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée**

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |
| Nombre d'ÉFVP modifiées | 0 |

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

| Fichiers de renseignements personnels | Actifs | Créés | Supprimés | Modifiés |
|---------------------------------------|----------|----------|-----------|----------|
| Spécifiques à l'institution | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Centraux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 0 | 0 | 0 |

Section 11 – Atteintes à la vie privée**11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée**

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT | 0 |
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP | 0 |

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles | 0 |
|---|---|

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**12.1 Coûts répartis**

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|-----|-----------------|
| Salaires | | \$15,000 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$0 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$15,000 |

12.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0.100 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.100 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 0.200 |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Revera Inc.

Période
d'établissement de 2021-04-01 au 2022-03-31
rapport :

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 2 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 51 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 52 | 0 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 9 | 43 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 9 | 43 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0 | 9 | 43 | 52 |

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Rangée 8, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2021-2022

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Total |
|---|---|--|----------|
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Rangée 8, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2021-2022

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Numéro d'assurance social (NAS)

Votre institution a-t-elle reçu l'autorisation de procéder à une nouvelle collecte ou à une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2021-2022?

Non